

Grèce : ne laissons pas mourir le prisonnier Dimitris Koufondinas, en grève de la faim depuis le 8 janvier !

dimanche 7 mars 2021, par [SARTZEKIS Andreas](#), [Synantissi](#) (Date de rédaction antérieure : 3 mars 2021).

Sommaire

- [Justifications juridiques sans](#)
- [Empêcher ce crime annoncé](#)
- [Communiqué de Synantissi \(...\)](#)

On l'a déjà dit à de nombreuses reprises : le gouvernement de Kyriakos Mitsotakis, rejeton d'une famille de riches bourgeois accaparant les postes politiques, est celui d'une droite revancharde, sans autre projet politique que celui de multiplier les cadeaux à ses copains industriels et financiers, en cassant ce qui reste de services publics et en réprimant tout ce qui ose émettre la moindre critique, sans s'embarrasser le moins du monde avec ce qu'il est convenu d'appeler l'État de droit.



Crédit Photo. Twitter Marios Lolos (photo censurée sur Facebook).

Justifications juridiques sans fondement

Dernier exemple en date : le refus d'accéder à la demande de Dimitris Koufondinas, membre du groupe 17 novembre condamné à la perpétuité pour meurtres, d'être replacé dans la prison de Korydallos, en banlieue athénienne, comme la loi l'impose. Pour justifier ce refus contre lequel Koufondinas a entamé une grève de la faim le 8 janvier et pour le maintenir dans une prison de haute sécurité loin d'Athènes, la fine équipe autour de Mitsotakis s'enferme dans des justifications juridiques sans fondement, laissant place à la vraie question : pourquoi cet acharnement meurtrier de la part du pouvoir ? On met en avant une volonté de vengeance familiale, l'une des victimes du groupe terroriste ayant été le beau-frère du Premier ministre.

Mais cette explication, qui pourrait servir à Mitsotakis dans le cadre de « traditions de vengeance antique », ne tient pas : d'une part parce que Dora Bakoyannis, veuve de la victime et ancienne ministre des Affaires étrangères, demande que la loi soit respectée. Mais surtout parce que ce qui apparaît de plus en plus clairement, c'est une fuite en avant de cette droite extrême, qui malgré les cadeaux faits aux grands propriétaires de la plupart des médias, n'arrive plus à cacher qu'elle est incapable de faire face à la situation, en particulier sur le front sanitaire, où son refus de recruter

des soignantEs et d'ouvrir des lits a amené à une situation gravissime : plus que 12 lits de réanimation libres ce jour dans la région d'Athènes !

Les sondages montrent une chute brutale des opinions positives, la droite commence à se déchirer, et ce que recherche Mitsotakis et ses ministres d'extrême droite (en particulier le ministre de l'Intérieur, ancien cadre d'organisations fascistes), c'est de se relancer en resserrant les rangs conservateurs et d'extrême-droite. Koufondinas pourrait bien être une victime idéale de cette cynique stratégie.

Empêcher ce crime annoncé

Ce que n'escomptait sûrement pas le grand stratège (sérieusement surnommé Moïse par une partie de son fan club !) Mitsotakis, c'est que la juste revendication du prisonnier Koufondinas serait soutenue non seulement par la gauche radicale, les libertaires et toute la mouvance anarchiste, mais aussi par Syriza, le KKE et même le PASOK (sous son nouveau nom de Kinal). Et surtout, c'est aussi une bonne partie du mouvement social qui exige le respect des droits humains, et ici le droit des prisonniers : se mobilisent pour empêcher la mort de Koufondinas, qui a désormais entamé une grève de la soif, le mouvement étudiant, la Fédération nationale du secteur public ADEDY, le syndicat national des marins, des unions d'avocats (celle du Pirée en particulier), et même l'union des juges et des magistrats, sans oublier des membres de la droite au pouvoir, qui refusent de se voir associés à un tel refus des droits humains.

De premiers rassemblements ont eu lieu assez tôt, immédiatement gazés et frappés par la police. Mais ces derniers jours, l'indignation est devenue telle que ce sont des milliers de manifestantEs qui défilent depuis dimanche dans Athènes, sans que la police puisse les empêcher. Du coup, le pouvoir tente de faire taire la protestation, en faisant « éteindre » les pages Facebook (par l'entremise de la multinationale française Téléperformance). Parmi les cibles, le site de l'organisation Synantissi (voir ci-dessous leur communiqué).

Pour empêcher ce qui pourrait être la première mort, sur le sol européen, d'un prisonnier en grève de la faim depuis Bobby Sands et ses camarades condamnés par Thatcher, la solidarité internationale est urgente. Les médecins sont très pessimistes pour les jours qui viennent. Pour empêcher ce crime annoncé, partout faisons entendre notre voix pour le respect des droits humains, le respect des droits des prisonniers !

A. Sartzekis

Communiqué de Synantissi (Rencontre pour une Gauche anticapitaliste et internationaliste)

C'est avec colère que nous voyons les médias faire silence sur le grand mouvement de soutien au gréviste de la faim et de la soif Koufondinas, à ses justes revendications. En même temps, nous voyons ces mêmes médias relayer sans aucune retenue la propagande gouvernementale, présentant l'affaire comme « une nouvelle bataille contre le terrorisme ».

Et c'est empli d'indignation que nous voyons aussi la censure de la part de Facebook, qui prend soin d'effacer les posts s'efforçant d'exprimer la solidarité avec un gréviste de la faim qui risque de perdre la vie en cet instant même, en rendant publiques ses revendications et en décrivant la réalité telle qu'elle est.

En cette phase d'une bataille féroce, notre activité sur Facebook s'est retrouvée sabotée, une réunion d'information par internet a été censurée et puis effacée, une publication a disparu, tandis que planait la menace de supprimer la page entière, celle d'une organisation politique qui n'a pas plié devant le récit dominant que le gouvernement est si furieusement déterminé à imposer.

Cette menace est devenue une réalité aujourd'hui : la page de Synantissi n'est plus en ligne. S'ils ont la moindre illusion de pouvoir nous faire taire avec cet acte de censure sans précédent, nous les informons qu'ils font ainsi grandir notre détermination à continuer le combat pour que la vie et la justice finissent par gagner !

Les tentatives de nous faire taire, qu'elles prennent la forme de la répression physique par la police dans la rue, ou qu'elles se produisent dans la sphère internet, ne nous effraient pas : au contraire elles nous confirment dans la certitude que nos voix leur font peur !

Et nos voix s'uniront à toutes les autres qui revendiquent la vraie démocratie et la liberté et qui continueront de réclamer justice. Tant dans la rue que sur les réseaux sociaux, nous continuerons de crier :

Non à la mort d'un gréviste de la faim !

Solidarité avec Dimitris Koufondinas !

Nous vous appelons à être notre voix et à partager le plus largement possible ce message.

Le 1^{er} mars 2021

Syantissi (Rencontre pour une Gauche anticapitaliste et internationaliste)

P.-S.

• Publié le Mercredi 3 mars 2021 à 16h27 :

<https://lanticapitaliste.org/actualite/international/grece-ne-laissons-pas-mourir-le-prisonnier-dimitris-koufondinas-en-greve-de>